

**NO** Left **BE** Behind **BY**   
No One

# FINAL EVENT 2025

Bruxelles, du 24 au 28 november 2025

Événement de clôture

Le 28 novembre, de 9h45 à 12h30 au Press Club,  
rue Froissart 95 1040 Bruxelles



**DYNAMO**   
INTERNATIONAL

Street Workers Network



Funded by  
the European Union

**Contact :** Edwin de Boevé, directeur de Dynamo International  
edwin@dynamointernational.org +32 477 547 139  
DYNAMOINTERNATIONAL.ORG  DynamoNetwork



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE DYNAMO INTERNATIONAL

**Du 24 au 28 novembre 2025, Dynamo International organise une semaine d'échanges entre jeunes et travailleur·euse·s sociaux·ales de rue autour du projet NOLEBY (No One Left Behind).**

Financé par l'Union Européenne (Programme Erasmus+ Jeunesse), le projet NOLEBY réunit des partenaires du réseau des travailleur·euse·s sociaux·ales de rue dans 13 pays de la région Europe. Cet événement intervient dans la phase finale d'un plan d'action triennal (2023-2025) qui a déjà inclus plusieurs activités.

En plus de renforcer les liens avec les membres en impliquant et en autonomisant une jeunesse en situation de vulnérabilité, cette rencontre ultime œuvre pour que la voix des jeunes soit entendue.

Le Réseau international des travailleur·euse·s sociaux·ales de rue Dynamo (DISWN) rassemble des travailleur·euse·s sociaux·ales de rue et des organisations du monde entier. Il vise à promouvoir les valeurs et les approches spécifiques du travail social de rue, tout en renforçant les capacités des acteur·rice·s sociaux·ales par la formation, le partage de pratiques et le développement d'outils pédagogiques. Le réseau représente +/-10.000 travailleur·euse·s sociaux·ales de rue dans 58 pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et des Amériques. En Europe, 23 pays en sont membres.

## **Inclusion et autonomisation des jeunes : Quel rôle joue le travail social de rue pour s'assurer que personne ne soit laissé pour compte ?**

*Le 28 novembre 2025, un séminaire marquera la clôture du projet Noleby en présence des travailleur·euse·s sociaux·ales de rue et des jeunes Européen·ne·s ayant participé au projet. Ce sera l'occasion de partager leurs recommandations collectives axées sur trois priorités clés :*

- Mettre en lumière l'importance du programme Erasmus+ ;
- Renforcer l'intégration de l'approche « Ne laisser personne de côté », en accordant une attention particulière aux jeunes les plus défavorisé·es ;
- Souligner le rôle crucial du travail social de rue dans la promotion, l'inclusion et l'autonomisation des jeunes.

## Le programme Erasmus+ et le Corps européen de solidarité (CES)

En 2018, une [enquête Eurobaromètre](#) a désigné Erasmus+ comme la **quatrième plus grande réalisation de l'UE**, juste après la liberté de circulation, la paix et la monnaie unique. Cette reconnaissance se traduit par une participation croissante : en 2024, le programme a concerné **16,5 millions de participant-es**, soit [deux fois plus qu'en 2014](#).

Au moment de l'ouverture des discussions relatives au nouveau cadre budgétaire pluriannuel (2028-34) des programmes européens destinés notamment aux jeunes et aux travailleurs et travailleuses de jeunesse, il y a lieu de nous intéresser aux changements d'orientations que la commission entend donner en réorganisant le programme en **deux piliers principaux**, à savoir ;

- **Des possibilités d'apprentissage pour tous**
- **Le soutien au renforcement des capacités**

Si nous nous félicitons de l'augmentation à +/- 40 milliards du budget prévu pour Erasmus+ pour la période 2028-34, **nous nous inquiétons du fait qu'à travers le premier pilier et la volonté d'augmenter la compétitivité économique européenne, les projets d'échanges internationaux entre jeunes seraient strictement ou prioritairement couplés à de l'éducation formelle dans le sens d'un renforcement des compétences professionnelles des jeunes, faisant dès lors abstraction des enjeux de l'éducation permanente portés actuellement par le Programme Erasmus en cours et qui favorise la participation individuelle et collective des jeunes par l'apprentissage d'une citoyenneté responsable, active, critique et solidaire.**

Un autre changement important est l'intégration dans Erasmus+ du [Corps européen de solidarité](#), le programme européen qui promeut la solidarité et le volontariat chez les jeunes. Il y a un risque que l'autonomie, la visibilité et les ressources consacrées aux activités de volontariat soient réduites, étant donné qu'il devra rivaliser avec les autres initiatives du nouvel Erasmus+ pour obtenir des ressources et de l'attention.

## Les jeunes avec moins d'opportunité

Pris au piège de l'exclusion sociale, les jeunes en précarité et ayant moins d'opportunité restent trop souvent en marge de la société et n'ont finalement que peu de possibilités à prendre part au processus social. Par ailleurs, nous sommes entrés dans une société de connexions multiples, dont les plus riches sont les plus imprévues. **L'expérience sociale structurante devient celle des rencontres et des échanges. Mais ce nouveau modèle est un des plus inégalitaires qui soit, puisqu'il est réservé à une élite qui a les moyens du cosmopolitisme.** Permettre à toutes et tous les jeunes qui le souhaitent de participer à un projet de mobilité ou d'engagement citoyen doit rester une priorité majeure du programme Erasmus+.

En Europe, certain-es jeunes restent mis-es à l'écart de la société. Cette marginalisation peut être liée à l'origine, la situation socio-économique, au décrochage scolaire ou encore à l'endroit où vivent ces jeunes. Afin d'y remédier, une attention particulière

doit être consacrée à ces jeunes, en leur offrant un accompagnement renforcé facilitant leur accès et pleine participation aux programmes européens. Il est essentiel qu'aucun-e jeune ne soit laissé-e pour compte, à une époque où de nombreux enfants et jeunes en Europe sont menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale, sans accès à leur droit à l'aide

et à la protection. Prévenir et combattre l'exclusion sociale des jeunes est essentiel au progrès social et au développement durable.

Dans cet ordre d'idée nous nous associons aux revendications de La Coalition Erasmus+ qui souligne la nécessité de [maintenir des quotas consolidés](#) pour les **activités de jeunesse** afin d'éviter que les ressources ne soient absorbées par l'enseignement supérieur et universitaire (qui représente déjà 70% du budget dans le programme actuel) au détriment d'autres priorités. En l'absence de ces contraintes, les organisations de jeunesse risquent de souffrir de la concurrence avec des institutions plus structurées, ce qui pourrait avoir des effets négatifs sur la participation civique et le volontariat local.



Photo de Aedrian Salazar sur Unsplash

## Le travail social de rue, une approche pour la promotion, l'inclusion et l'autonomisation des jeunes

Il est demandé qu'Erasmus+, en plus de financer des activités pour ses bénéficiaires, **soutienne les organisations** qui font vivre Erasmus+ sur le terrain et plus particulièrement les associations qui vont à la rencontre des publics les plus défavorisés comme c'est le cas pour les travailleur·euse·s sociaux·ales de rue.

**Les organisations de la société civile**, dans leur diversité, jouent un rôle fondamental, représentent la pluralité des bénéficiaires du programme et possèdent des compétences clés pour assurer sa mise en œuvre efficace et inclusive.

Pour les **travailleur·euse·s sociaux·ales de rue**, l'objectif est d'être aussi facilement et simplement accessibles que possible pour une communauté d'enfants et de jeunes vivant dans la précarité et victimes de multiples formes d'exclusion. Du fait de leur proximité ou de leur intégration au sein des milieux les plus marginalisés, elles constituent le premier et le dernier maillon de la chaîne de soutien social et d'éducation lorsque tous les autres organismes ont échoué. Concrètement, le travail social de rue accompagne celles et ceux pour qui les

dispositifs formels de prise en charge des problèmes et des symptômes sociaux ne sont pas adaptés. Cet accompagnement leur permet de s'intégrer à la société et d'y jouer un rôle, tout en sépanouissant pleinement.

Nous plaillons donc pour la **création d'une ligne budgétaire européenne dédiée aux initiatives de travail social de rue dans tous les États membres**.

Il y a lieu d'élaborer un cadre européen pour professionnaliser et reconnaître les travailleur·euse·s sociaux·ales de rue et, par le biais du programme Erasmus+, soutenir les échanges transfrontaliers de méthodes et de formations entre les praticiens et praticiennes.

**Le travail social de rue est une méthode efficace et éprouvée pour atteindre les personnes souvent exclues** des services traditionnels, telles que les jeunes et les enfants en situation de rue, les migrants et migrantes sans papiers, les personnes sans domicile fixe et les personnes vivant dans des quartiers très défavorisés.

En allant à leur rencontre, en instaurant un climat de confiance et en les mettant en relation avec les services essentiels (éducation, santé, logement, emploi, protection), le travail de rue favorise l'inclusion et l'exercice des droits conformément aux valeurs de la construction européenne.

Photo de Etienne Girardet sur Unsplash

